

IRAK

Un député sunnite impliqué dans un attentat contre le Parlement

Les autorités irakiennes ont annoncé hier qu'un député sunnite était impliqué dans un attentat perpétré en 2007 dans la cafétéria du Parlement, qui avait fait huit morts dont un député.

Le porte-parole du commandement militaire de Bagdad, Qassem Atta, a présenté, lors d'une conférence de presse, des vidéos dans lesquelles le neveu et le responsable de la sécurité du député Mohammed al-Daïni avouent avoir commis plusieurs crimes à la demande de l'élu. Riad Ibrahim al-Daïni a affirmé que son oncle avait «ordonné d'introduire le kamikaze auteur de l'attentat dans le Parlement» en 2007.

«Le kamikaze est entré avec une autorisation délivrée par le député Mohammed al-Daïni et s'est fait exploser dans le Parlement», a-t-il ajouté dans ses aveux. Il a également reconnu «avoir commis des dizaines de crimes, dont des meurtres (...) sur ordre de Mohammed al-Daïni».

L'immunité de Mohammed al-Daïni, membre du Front du dialogue national, une Opetite formation sunnite dirigée par Saleh al-Moutlak, n'a pas encore été levée, mais une demande en ce sens a été adressée aux autorités judiciaires, a indiqué Qassem Atta. En attendant, «toutes les mesures ont été prises pour l'empêcher de voyager», a-t-il précisé. Le 12 avril 2007, un kamikaze muni d'une ceinture d'explosifs était entré dans

la cafétéria du Parlement et s'était fait exploser. L'attentat s'était produit à l'heure du déjeuner, au moment où certains députés finissaient leur repas et d'autres discutaient avec des journalistes. Le député tué, Mohammad Awad, était aussi membre du Front du dialogue national. Plusieurs autres crimes ont été imputés à Mohammed al-Daïni par les deux accusés. «Les gardes de Daïni ont tué des bijoutiers chrétiens dans le

quartier Al-Mansour, ont volé l'or et l'ont remis à Daïni», a affirmé son neveu. Le responsable de la sécurité du député, Alaa Khaïrallah al-Maliki, a pour sa part déclaré que Mohammed al-Daïni possédait un garage placé sous haute protection à Daoudi, dans le quartier Al-Mansour, dans lequel des bombes étaient fixées sur des voitures. D'après lui, c'est l'un de ces véhicules qui a explosé derrière l'hôpital de Yarmouk en juillet 2007,

tuant quatre personnes. «Nous avons reçu l'ordre d'Ahmad al-Daïni, le frère du député, de transporter des obusiers et des mortiers dans une voiture et nous en avons tiré trois ou quatre sur la zone verte», le secteur ultra-protégé de Bagdad, a-t-il ajouté.

Mohammed al-Daïni avait également ordonné de faire fuir tous les chiites de Qadissiya, le quartier où il résidait, selon Alaa Khaïrallah al-Maliki.

DIPLOMATIE

Visite du président irakien Talabani en Iran le 26 février

Le président irakien, Jalal Talabani, effectuera une visite de deux jours en Iran à partir du 26 février, au retour d'une visite en Corée du Sud, ont rapporté des médias iranien et irakien.

«Jalal Talabani arrivera en Iran jeudi pour une visite de deux jours et aura des entretiens avec les responsables de la République islamique», a dit le représentant en Iran du gouvernement régional irakien du Kurdistan, Nazim Omar Dabbagh, cité par l'agence iranienne Isna. Il sera accompagné par une délégation de haut niveau, selon cette source. La télévision d'Etat irakienne a indiqué, pour sa part, que cette visite s'effectuerait au retour d'un déplacement du président irakien en Corée du Sud, qui démarre aujourd'hui M. Talabani s'est rendu en Iran pour la dernière fois en juin 2007. Son homologue iranien Mahmoud Ahmadinejad a effectué en mars 2008 la première visite d'un président de la République islamique en Irak. Une guerre a opposé l'Iran à l'Irak entre 1980 et 1988, faisant plus d'un million de morts de part et d'autre. Après le renversement du dictateur irakien Saddam



Photos : DF

Husseïn en 2003 par les forces américaines, les relations entre les deux pays se sont améliorées avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dominé par les chiites qui forment la majorité de la population irakienne.

GRANDE-BRETAGNE

Londres va accorder un droit de séjour temporaire à un détenu de Guantanamo

La Grande-Bretagne va accorder un droit de séjour temporaire à un ex-résident britannique, Binyam Mohamed, qui doit être libéré de Guantanamo cette semaine, a déclaré hier la ministre britannique de l'Intérieur Jacqui Smith.

De nationalité éthiopienne, Binyam Mohamed était arrivé au Royaume-Uni en 1994 et avait obtenu le droit d'asile. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont annoncé vendredi un accord pour le transfert au Royaume-Uni de cet homme soupçonné de terrorisme et détenu depuis 2004 à Guantanamo, sur l'île de Cuba. Le *Washington Post* croit savoir qu'il pourrait rentrer dès aujourd'hui. «Quand il rentrera, il bénéficiera d'un droit de séjour temporaire



dans le pays, et son statut migratoire sera examiné», a expliqué Mme Smith sur la chaîne de télévision BBC One.

Une décision sur son statut sera prise sur la base de sa situation préalable à sa détention à Guantanamo et il sera traité avec

équité, a-t-elle souligné.

La libération de Binyam Mohamed devrait être la première libération de Guantanamo depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Barack Obama, qui a annoncé la fermeture à terme du camp controversé.

Le ministère des Affaires étrangères a précisé que «le retour de M. Mohamed ne représente pas l'engagement (...) qu'il restera de façon permanente au Royaume-Uni», vendredi dans un communiqué. Soupçonné de terrorisme, Binyam Mohamed a été arrêté au Pakistan en 2002 avant d'être emmené au Maroc et en Afghanistan où il aurait été torturé, selon ses avocats. Toutes les accusations de terrorisme à son encontre ont été abandonnées l'an dernier.

ÉTATS-UNIS

Des experts américains plaident pour une réforme de la loi sur l'immigration

Des juges et hauts fonctionnaires américains ont souligné la nécessité de donner plus de moyens à la justice américaine pour faire face à la hausse des expulsions des sans-papiers aux Etats-Unis, consécutive au durcissement des lois en ce sens.

Ainsi, le juge new-yorkais fédéral Robert Katzmann a expliqué vendredi qu'en même temps que les lois et les contrôles étaient renforcés entre mars 2002 et mars 2008, les juridictions d'appel de New York ont assisté à une augmentation de plus de 1 400% des affaires

liées à l'immigration clandestine. A cet effet, une réforme de la loi sur l'immigration destinée à déterminer le sort de quelque 12 millions de personnes en situation illégale sur le sol américain pourrait être utile pour dégager l'horizon à plus long terme quant à cette question, ont estimé les experts réunis à Washington à l'occasion d'un débat de la Brookings Institution, un groupe de réflexion américain. «Nous assistons à des cas où les décisions prises ne sont pas totalement justifiées. (...) Très souvent la qualité de la défense est très déficiente. C'est quelque chose de très dérangeant», a fait savoir

le juge Katzmann. «J'espère que le nouveau ministre (de la Justice, Eric H. Holder) prendra à bras le corps ce sujet», a déclaré de son côté Juan Osuna, un haut responsable du ministère de la Justice américain. Les tribunaux de première instance chargés des cas des personnes en situation illégale aux Etats-Unis dépendent du département à la Justice. Les quelque 220 juges chargés de traiter les cas de demandes d'asile ou d'ordonner des expulsions ont examiné une moyenne de 1 240 cas en 2007, selon des chiffres fournis par la Brookings Institution.

NIGERIA

Couvre-feu à Bauchi après des affrontements religieux meurtriers

Un couvre-feu a été imposé dans certains quartiers de Bauchi (nord du Nigeria) à la suite d'affrontements interreligieux qui ont fait cinq morts samedi, a-t-on appris hier de source officielle. «Le gouverneur Isa Yuguda a annoncé samedi à la radio, un couvre-feu nocturne dans sept quartiers affectés par des troubles afin de ramener rapidement le calme», a déclaré à l'AFP le porte-parole du gouverneur de l'Etat de Bauchi, Maigari Mohammed Kanna. «Cela était devenu nécessaire pour limiter les violences, parce que les fauteurs de trouble profitent habituellement de la nuit pour lancer leurs attaques», a-t-il précisé. Le porte-parole, qui a refusé de chiffrer les victimes, a ajouté que des soldats avaient été affectés aux quartiers concernés après le retrait des forces de police sur ordre du gouverneur. Des musulmans avaient provoqué des émeutes samedi, mettant le feu à des églises et attaquant des chrétiens, qu'ils tenaient pour responsables des incendies de deux mosquées la nuit précédente dans un quartier populaire de Bauchi.

Au moins quatre personnes ont été tuées ou blessées par balle lorsque la foule de musulmans a tenté de mettre le feu à une église. Selon des résidents, l'église a ensuite été démolie par la foule, portant le nombre d'églises détruites dans les émeutes à quatre. Fin novembre 2008, au moins 200 personnes avaient tuées à Jos (centre du Nigeria) dans des violences à la fois politiques et interreligieuses.

SOMALIE

Deux civils tués dans une attaque contre la force de l'UA

Au moins deux civils ont été tués hier à Mogadiscio, lors d'une attaque au mortier par des insurgés islamistes contre une base de la force de paix de l'Union africaine en Somalie (Amisom), ont indiqué des témoins. «Deux civils sont morts près de chez moi suite à l'explosion d'un obus de mortier. D'autres obus ont touché le camp burundais», situé dans l'ancienne université de Mogadiscio, dans le sud de la ville, a confié à l'AFP l'un de ces témoins, Husseïn Jama.

Avant ces tirs de mortier, des témoins avaient rapporté qu'une explosion avait été entendue dans le camp, peu après qu'une voiture eut pénétré à l'intérieur de la base.

Selon le porte-parole de l'Amisom, Bahuko Bridgey, cette explosion a également été provoquée par un tir de mortier, mais n'a pas fait de victimes parmi les soldats de l'Amisom. Le porte-parole des insurgés islamistes shebabs, cheikh Muktar Robow Abu Mansur, a affirmé à la presse que ses troupes avaient mené une double attaque suicide contre le camp de l'Amisom. La force de paix de l'UA en Somalie, constituée de 3 400 hommes (Ougandais et Burundais), loin des 8 000 hommes initialement prévus, est déployée depuis mars 2007 dans ce pays, mais reste mal équipée et sous-financée.

Depuis le départ des troupes éthiopiennes de Somalie le mois dernier, l'Amisom se trouve être la seule force étrangère à Mogadiscio, ville ravagée par les violences.

Le retrait des Ethiopiens, alliés du gouvernement somalien, était la principale exigence de l'opposition islamiste somalienne, mais les shebabs ont juré de poursuivre leur combat contre l'Amisom. La Somalie, pays pauvre de la Corne de l'Afrique, est le théâtre d'une guerre civile depuis 1991.